

A ce rythme, les Français de souche seront minoritaires en 2050

La France multiculturelle, que nous vantent les apôtres de la bien pensance depuis des décennies, est devenue en quelques années une inquiétante mosaïque de minorités sans valeurs communes. Sans parler du déficit économique d'une immigration de déshérités sans qualifications, où seulement 5% des arrivants ont un contrat de travail, les autres allant le plus souvent grossir le flot des assistés alors que nous sommes ruinés, le véritable danger que nos élites refusent d'affronter, c'est l'échec de l'intégration de millions d'étrangers qui ne se sentent pas français.

On a beau nous assener depuis des lustres que l'immigration est une chance pour la France, les bienfaits de la diversité pour notre société ne sautent pas aux yeux ! C'est le moins qu'on puisse dire au vu de l'actualité de ces derniers mois, à Grigny, au Trocadéro, à Trappes et ailleurs. Je ne doute pas du charme de certaines cultures exotiques et des vertus d'une société ouverte sur le monde, mais encore faut-il ne pas confondre acceptation de l'autre et renoncement à nos valeurs. Encore faut-il ne pas confondre hospitalité et tolérance à sens unique. Encore faut-il ne pas confondre racisme et rejet légitime de certains comportements rebelles. Encore faut-il ne pas confondre islamophobie et défense de la laïcité. Doit-on tout accepter au nom de la tolérance et de l'anti racisme ?

Voilà trente ans que nos responsables politiques ont fait du renoncement permanent et de la repentance quotidienne un mode principal de gouvernance, se contentant de légiférer pour museler les citoyens et de nier l'échec flagrant de l'intégration, au mépris de la liberté d'expression et de la vérité. Le constat est accablant. Jamais la cohésion nationale

n'a été aussi menacée qu'aujourd'hui, avec des pans entiers du pays qui sont devenus des zones de non droit, où les habitants rejettent nos valeurs républicaines et veulent imposer leurs propres règles de vie. Il est facile de bêler au racisme à tout propos ou de dénoncer l'islamophobie rampante dès qu'un quidam énonce une vérité qui dérange, mais cette hypocrisie est d'autant plus intolérable que certains immigrés, parfaitement assimilés, sont les premiers à dénoncer avec courage les dangers du communautarisme et de l'islam politique. Car si l'immigration de travailleurs fut un bienfait au cours des trente glorieuses, l'arrivée massive de populations non européennes a changé la donne.

Nul ne peut contester qu'il y a trente ans, on ne voyait pas les bannières d'organisations terroristes flotter place de la Bastille, on ne voyait pas des jeunes attaquer les commissariats, on ne voyait pas des bandes de pillards bloquer les trains et détrousser les voyageurs, on ne voyait pas des émeutes dévastatrices dans nos banlieues, on ne voyait pas des cars de touristes étrangers attaqués et spoliés en plein Paris, on ne voyait pas des fidèles bloquer les rues pour leur prière devant des policiers impuissants, on ne voyait pas 45000 voitures brûler chaque année dans nos villes, on ne voyait pas des milliers d'étrangers peupler nos prisons, on ne voyait pas des jeunes brûler le drapeau français et siffler la Marseillaise, on ne voyait pas un simple contrôle de police tourner à l'insurrection, on ne voyait pas d'islamistes prêcher la suprématie de la charia sur la loi républicaine.

Il y a trente ans la France n'était pas le pays de la polygamie, des mariages arrangés et des répudiations. Il y a trente ans la France était un Etat de droit, où régnait partout l'ordre républicain. Il y a trente ans deux gendarmes suffisaient pour venir cueillir un jeune dealer de banlieue, alors qu'aujourd'hui il faut au bas mot un dispositif de 200 policiers suréquipés pour s'aventurer dans les « quartiers

sensibles ». Il y a trente ans chaque citoyen circulait partout en toute sécurité alors qu'aujourd'hui deux Français sur trois ne se sentent en sécurité nulle part. Il y a trente ans Marseille n'était pas devenue le Chicago d'Al Capone, où tout se règle à coups de Kalachnikov. Il y a trente ans Saint Denis, la ville des rois de France, n'était pas encore la ville la plus dangereuse du pays. Tel est le sinistre bilan de trente années de laxisme et de capitulation d'un Etat poltron, incapable d'affirmer son autorité et de protéger les citoyens, incapable de défendre les racines judéo-chrétiennes et la culture gréco-latine de notre France millénaire.

Ce pitoyable manque de courage a mené notre pays à un total renversement des valeurs, savamment orchestré par les ayatollahs de la pensée unique, où le simple fait de défendre notre identité devient du racisme et où le respect de la laïcité devient de l'islamophobie. Est-ce cette société porteuse de lendemains tragiques que nous allons léguer par lâcheté aux générations futures ? Selon l'INSEE la population française augmente de 450000 habitants chaque année. Le solde net des naissances étant de 220000 personnes, dont 20% d'origine immigrée, ce sont donc 230000 étrangers qui arrivent en France chaque année. A ce rythme, les Français de souche seront minoritaires chez eux en 2050. C'est hallucinant. Nous sommes en train de programmer la disparition d'une nation millénaire par le remplacement de sa population. Pourtant, la guerre de religion qui se répand aujourd'hui dans tout le monde musulman, entre sunnites et chiites, accompagnée de persécutions des chrétiens et des minorités, devrait sortir nos élites de leur aveuglement.

Aucun régime, aucune démocratie n'est à l'abri des violences et du fanatisme religieux. Par conséquent il serait temps d'en finir avec un angélisme suicidaire qui mène le pays dans le mur, car si des millions d'immigrés ne demandent qu'à s'intégrer, la minorité agissante, radicalement hostile aux valeurs occidentales, pourrait bien exploiter les faiblesses

d'un Etat paralysé pour imposer sa propre vision du monde, celle de l'obscurantisme où les mots démocratie et droits de l'homme n'ont pas leur place.

L'histoire nous montre qu'en politique la lâcheté a toujours mené à des tragédies.

Jacques Guillemain